

Pression migratoire et immigration au cœur de l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée

Créé : 01-04-2014 20:49:30

Lieu : Lisboa PRT

Source (en portugais) : LUSA

Mots-clés : RÉUNION, PARLEMENT, IMMIGRATION, Afrique, MOYEN-ORIENT, Portugal, Organisations, ASSUNCAO ESTEVES, Union européenne (UE)

Thèmes : Organisations internationales - immigration

Lisbonne, 1^{er} avr. (Lusa) – La pression migratoire et l'immigration seront les thèmes prioritaires à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUpM) en 2014, comme l'a décidé aujourd'hui à Lisbonne une réunion de la structure de direction présidée par le Portugal.

« Notre préoccupation a été de créer en 2014 une idée fédératrice pour toute l'action de l'APUpM et une idée capable de mobiliser les organisations internationales ainsi que les organisations de la société civile avec lesquelles nous travaillons », a indiqué la présidente de du Parlement portugais, Mme Assunção Esteves, à la conférence de presse.

Le Portugal, qui a pris la présidence de l'APUpM en février dernier, a organisé aujourd'hui une réunion du bureau de l'Assemblée, qui se compose également du Parlement européen et des parlements du Maroc et de la Jordanie.

Le directeur général de l'Organisation internationale des migrations (OIM), William Lacy Swing, le président du Parlement jordanien, Atef Tarawneh, la vice-présidente du Parlement européen, Isabelle Durant et le premier vice-président du Parlement marocain, Mohammed Yatim, ont également participé à cette rencontre.

Le maire de Tanger et le maire de Ceuta ont aussi pris part à cette réunion élargie.

L'objectif de cette réunion était de « mobiliser tout le monde et tous les moyens autour du thème des migrations, en particulier du problème de la pression migratoire sur le sud de l'Europe et du problème des immigrations », a précisé Assunção Esteves.

L'« idée méthodologique d'avoir un fil conducteur axé sur un thème tout au long de l'année » va ainsi marquer la présidence portugaise de l'AP.

« Nous voulons faire un effort avec la direction générale de l'Organisation internationale des migrations, dans la mesure du possible avec les Nations Unies, et faire remonter vers les centres de décision (...) un ensemble de propositions pragmatiques », a ajouté la présidente du Parlement portugais.

La priorité à la question migratoire est soulignée dans le document final de la réunion, dans lequel le Bureau s'inquiète de la situation humanitaire et des conditions de détention et de retour des migrants « des deux côtés de la frontière », sans manquer de regretter les derniers incidents de Lampedusa, Ceuta, Melilla et dans les régions de la Méditerranée orientale.

Tout en soulignant la nécessité d'une « approche multidisciplinaire » et d'une solution politique aux problèmes des migrants et des réfugiés, le Bureau souligne que les migrations préconisent le « discours des droits de l'homme et de la civilisation », il considère que la communauté internationale devrait prendre des « mesures prioritaires » concernant la situation humanitaire des réfugiés et des immigrants et il demande à l'Union européenne, à la Ligue des États arabes, aux pays africains et à l'Organisation des Nations Unies de « coordonner leurs efforts et leurs stratégies » pour une politique migratoire globale.

Un appel au Conseil européen pour la définition d'« orientations stratégiques » en termes législatifs et opérationnels, la nécessité d'une « attention particulière » aux flux migratoires dans la région euro-méditerranéenne, de davantage de partenariats avec les États méditerranéens ou d'une approche cohérente et équilibrée entre les politiques de migration et d'asile sont autant d'autres recommandations issues de cette rencontre.

Dans sa déclaration, le Bureau souligne également la pression disproportionnée des migrations sur les pays des rives méditerranéennes et prône une répartition plus équitable du « fardeau de la migration », conforme au « principe de solidarité ». Il conclut en exprimant sa préoccupation « envers la poursuite du conflit armé en Syrie ».

Les dilemmes autour de ce thème ont finalement été définis par Isabelle Durant dans une courte intervention, en rappelant que l'APUpM « n'est pas l'exécutif », malgré la pression qu'elle peut exercer sur les centres de décision. Elle a cité une phrase prononcée par le directeur générale de l'OIM au cours de la réunion : « Pour la question des migrations, nous travaillons avec des outils complètement dépassés et la situation est totalement différente d'il y a 20 ans, le monde a changé, il continuera de changer, et cela va nous obliger à revoir les instruments et les outils d'approche de la politique des migrations ».

PCR // JMR

Lusa/Fin